



Partenaires

MAGAZINE 1/2022



REPORTAGE

Les grains du succès

En Tanzanie, des rizicultrices multiplient leur récolte

FOCUS

S'investir pour autrui



HELVETAS

Patience et persévérance

Connaissez-vous le nom de la première femme prix Nobel de la paix? Bertha von Suttner, pacifiste, chercheuse dans le domaine de la paix et activiste internationale, originaire de Bohême. Le cinquième prix Nobel de la paix lui a été décerné en 1905 pour l'ensemble de son travail. 100 ans après, seules douze femmes avaient reçu la prestigieuse distinction, bien qu'au quotidien, le travail de terrain en faveur de la paix soit rarement mené par des chefs d'État exposant leurs poignées de mains. Un fait que des politiciennes suisses ont voulu mettre en évidence. J'ai ainsi pu participer à la recherche, au niveau mondial, de 1000 femmes s'engageant pour la paix et qui ont été nominées ensemble en 2005. Mais c'est un homme et l'Agence internationale de l'énergie atomique qui ont été distingués. Et pourtant: depuis ce jour, six autres femmes ont été honorées pour leur engagement en faveur d'un monde plus pacifique. Ce n'est toujours pas assez, mais qu'en serait-il sans cette folle idée d'avoir nommé 1000 femmes? Une bonne argumentation, de la persévérance, de l'audace parfois, et du courage – telle est la recette d'un travail de plaidoyer réussi. Consistant à défendre les intérêts de tiers, c'est un effort de longue haleine, comme nous le montrons dans notre «Focus». Un effort essentiel pour faire de l'égalité des chances une réalité et construire un monde meilleur!



Rebecca Vermot
Rédactrice

rebecca.vermot@helvetas.org

Votre action contre la pauvreté!
Faites un don.



Scannez le code QR avec l'application Twint et sélectionnez un montant.

Ou faites un don via helvetas.org/fr



Gay Pride à Belgrade, la capitale serbe. Les personnes participantes se battent sans relâche en faveur de l'égalité des droits pour la communauté LGBTQI+.

3 EN CLAIR
4 TOUR D'HORIZON

6 REPORTAGE **La rizicultrice**

**Mwamini Musa de Tanzanie
a plus que doublé sa récolte**

19 SUISSE
Héritage numérique

20 «J'ai pu contribuer à ce qu'Helvetas devienne plus active en matière de politique de développement»
Entretien avec Theresé Frösch, présidente d'Helvetas, à l'heure de son retrait

22 ACTUALITÉ
23 Impressum
23 Concours

12 FOCUS **S'investir pour autrui**

12 «Nous donnons une voix à celles et ceux qui n'en ont pas»
Entretien avec Bernd Steimann, expert en politique de développement

14 **Les mères au service de la communauté**
Au Bangladesh, des femmes poussent les autorités à l'action

16 **Le long combat pour l'eau d'irrigation**
Au Kirghizistan, des paysans et des conseillères communales réussissent à faire modifier la loi

18 **Le plaidoyer motivé par l'expérience personnelle**
Le parcours de Dragoslava Barzut, activiste pour les droits LGBTQI+ en Serbie

Notre vision:

Nous voulons un monde dans lequel toutes les personnes vivent dignement et en sécurité, de façon autonome et responsable face à l'environnement.



L'électorat a-t-il vraiment la mémoire si courte?

Par Melchior Lengsfeld

Vous vous souvenez certainement de l'initiative pour des multinationales responsables. En novembre 2020, elle a échoué de peu aux urnes, acceptée par la majorité du peuple, mais refusée par la majorité des cantons. Pour la contrer alors qu'elle avait le vent en poupe, le Conseil fédéral avait lancé, quelques mois seulement avant la votation, un contre-projet qui devait empêcher que la Suisse ne fasse «cavalier seul» en matière d'économie et de droits humains. Sa promesse: miser plutôt sur une coordination étroite, notamment avec l'UE. Visiblement, le gouvernement et l'administration pensent que l'électorat suisse a la mémoire courte: ils ont déjà failli à leur propre promesse plusieurs fois.

Quelques mois après la votation, le Conseil fédéral a mis en consultation une ordonnance qui, sur de nombreux points, va encore moins loin que le contre-projet, lui-même déjà faible. En dépit d'une vague de critiques formulées par plus de 40 organisations et plus de 20'000 particuliers (!), la version définitive regorge de dérogations: la quasi-totalité des multinationales ayant leur siège en Suisse pourront se soustraire aux prescriptions en matière de protection de l'être humain et de l'environnement à l'étranger. Une entreprise peut ainsi prétendre qu'elle respecte déjà un dispositif de règles international; cette simple allégation suffit pour lui éviter de devoir se conformer à d'autres exigences.

Deuxièmement, cela fait plus d'une année que notre gouvernement ignore de manière presque ostentatoire les discussions en cours à l'UE en matière de prescriptions homogènes. Ces dernières sont assez proches des idées de l'initiative pour des multinationales responsables. De nombreuses multinationales – même des entreprises ayant leur siège en Suisse – ont indiqué à l'UE qu'elles étaient favorables à une base juridique

uniforme, y compris la responsabilité en cas de violations graves. Elles ont reconnu les signes du temps.

Troisièmement, la Suisse reste aussi à l'écart des négociations menées par les États membres de l'ONU concernant un accord relatif à l'économie et aux droits humains. Malgré les demandes répétées du Parlement, le Conseil fédéral refuse de donner un mandat de négociation à la délégation suisse. Or, un tel mandat est nécessaire pour que la Suisse puisse participer aux discussions et à l'élaboration d'un accord international. Au lieu de cela, le gouvernement semble espérer l'échec des pourparlers pour ne surtout pas devoir prendre position.

«La Suisse fait aujourd'hui cavalier seul en matière d'économie et de droits humains.»

L'évidence avec laquelle le gouvernement méconnaît la majorité populaire – même si celle-ci a échoué face à la majorité des cantons – ne pourrait être plus flagrante. Une attitude problématique, puisqu'elle provoque exactement la situation contre laquelle le Conseil fédéral avait mis en garde durant la campagne de votation: sur le parquet international, la Suisse fait aujourd'hui cavalier seul en matière d'économie et de droits humains – en marche arrière! Il est temps de refaire pression sur la politique et de lui rappeler ses promesses. Des règles contraignantes sont dans l'intérêt de la Suisse. Seul le profit qui ne se fait pas sur le dos des êtres humains et de l'environnement est un profit durable. ○

Melchior Lengsfeld est directeur d'Helvetas.





© Atelier Delachaux

À ESSAYER

Arroser futé

Les beaux jours arrivent et avec eux l'envie de gratter la terre et d'aménager son jardin ou son balcon. Et qui dit jardinage, dit arrosage! Inspirés d'une technique ancestrale, les «ollas» en argile permettent d'économiser jusqu'à 70% d'eau. L'idée a été développée par deux étudiants de l'Université de Lausanne soucieux de changer notre rapport à cette précieuse ressource. Les ollas sont fabriqués en Suisse à partir de matériaux suisses – dans un véritable esprit d'économie circulaire. À vos transplantoirs! –INY

Plus d'informations sur wepot.ch

CITATION

«Aujourd'hui, nul ne peut plus se payer le luxe de se taire. Je ne parle pas de politique de partis, mais des droits humains et de la liberté d'opinion.»

Elif Shafak, écrivaine et politologue turco-britannique

© lid



À GAGNER

Explorer le bonheur global

Quel est le point commun entre l'exposition itinérante d'Helvetas «GLOBAL HAPPINESS: de quoi avons-nous besoin pour être heureux?» et l'Aquarium-Vivarium AQUATIS à Lausanne? Tous deux font la part belle à la nature: surplombant le Lac Léman, AQUATIS présente les principaux écosystèmes d'eau douce de la planète, avec le but de les protéger. Quant à l'exposition d'Helvetas, elle met en évidence l'importance de la nature pour notre bien-être. Elle est à voir jusqu'au 1^{er} mai à AQUATIS. Répondez à la question suivante et gagnez deux billets d'entrée combinés d'une valeur de 52 francs (valables jusqu'au 1^{er} mai): de quel pays vient le concept du bonheur national brut? La réponse est à envoyer à globalhappiness@helvetas.org (merci de nous indiquer aussi votre adresse postale) d'ici au 31 mars. –RVE

bonheurglobal.ch

© Yves Leresch



REMARQUABLE

Un portrait un peu différent

Maliha Abidi dessine pour promouvoir les droits des femmes et l'éducation des filles et pour combattre le mariage des enfants, la violence domestique et le racisme. Sur mandat de l'ONG américaine charity:water, qui soutient des projets d'Helvetas à Madagascar, au Mali, au Mozambique et au Népal, l'artiste pakistano-américaine a fait le portrait de femmes activistes du monde entier. Toutes s'engagent pour de meilleures conditions de vie et l'égalité des chances. Parmi elles, Julia Randimbisoa (cf. image), la toute première directrice pays africaine d'Helvetas, responsable du travail d'Helvetas à Madagascar. En tant que première femme malgache à accéder à ce poste, cette dernière a brisé un plafond de verre, écrit Maliha sur Instagram. Julia Randimbisoa elle-même ne craint pas les défis, même pas celui de donner une image positive à son pays, que beaucoup considèrent comme un État pauvre et mal gouverné. -RVE



© NMBE / Rodriguez



À VOIR

Un éventail d'identités

«Queer – La diversité est dans notre nature» a été désignée meilleure exposition de sciences naturelles de 2021. Elle ne nous présente pas seulement des miracles de la nature comme le schizophylle commun, qui a 23'328 sexes, mais nous emmène aussi à la découverte de la diversité du genre humain avec sa déclinaison passionnante d'identités entre le masculin et le féminin. Tout un univers à explorer! -RVE

Queer – La diversité est dans notre nature
Musée d'histoire naturelle de Berne
nmbe.ch/fr





La rizicultrice

Aujourd'hui, Mwamini Musa récolte plus de deux fois plus de riz qu'avant. Avec les bénéfices, elle peut réinvestir dans sa rizière et offrir une éducation à ses enfants. Mais ce n'est pas tout: l'amélioration de la production de riz a aussi apporté l'égalité dans son village.

Par Rebecca Vermot (texte) et Simon B. Opladen (photos)

Si seulement il n'y avait pas ce marais. Une passerelle faite de planches instables permet de le franchir, mais l'une d'elles peut céder à tout moment et les trous sont déjà nombreux. Le marais et sa passerelle de fortune font qu'aucune machine ne peut gagner les rizières de Mwamini Musa et des autres rizicultrices du Kilimo Kwanza Village Group. Des machines, tout le monde le sait, augmenteraient la rentabilité de leur travail. D'ailleurs, Kilimo Kwanza signifie: «L'agriculture avant tout».

Mwamini Musa, 42 ans, vit près de Kilosa, dans l'est de la Tanzanie, avec ses quatre enfants et son mari, qui est souvent en déplacement comme maçon et menuisier. Leur petite remise à riz déborde de tous côtés. Des sacs de riz de 100 kilos s'entassent même devant leur modeste maison. Une fois la récolte terminée, ils seront stockés dans le grand entrepôt. «Cette année, j'ai récolté 30 sacs de riz au lieu de 13», raconte Mwamini avec fierté. Il lui faut 15 sacs pour nourrir sa famille durant une année. Le reste, elle le vend. «L'argent est pour la famille. Récemment, je me suis acheté une nouvelle robe. Avant, je n'aurais jamais pu me le permettre. Ce n'était pas possible.»

Chants dans les rizières

La saison sèche vient de commencer, mais les nuages sont encore bas. Il fait doux – 22 degrés – dans cette région où les immenses baobabs étirent leurs branches vers le ciel et où le regard embrasse les plantations de sisal. Un vaste réseau de sentiers relie les champs aux hameaux. Celles qui ont un vélo le prennent, celles qui peuvent se le permettre prennent place à l'arrière d'un *pikipiki*, une moto, pour dévaler les sentiers et emprunter peut-être la passerelle branlante qui mène aux rizières. Sur les derniers mètres, les rizicultrices se tiennent en équilibre sur les petits talus entre les rizières, sautent par-dessus les rigoles d'irrigation et marchent sur les chaumes où la récolte a déjà eu lieu.

Aujourd'hui, Mwamini aide son amie Tunu Mohamed. Elle n'est pas seule: les paysannes de sa

coopérative, qui est à la fois un groupe d'épargne et de crédit, se soutiennent mutuellement et travaillent ensemble aux champs, ce qui est plus efficace. Elles récoltent les épis de riz en gerbes, tandis qu'elles chantent et balancent en rythme leur petite faucille. La plupart sont pieds nus dans le champ vaseux, la paille de riz leur pique la plante des pieds. De temps à autre, on entraperçoit l'éclat d'un ongle verni dans la vase.

Le moment de la récolte est capital; il a lieu précisément 90 jours après la plantation des jeunes

Mwamini Musa dans la rizière, où le vent sépare le bon grain de l'ivraie.

La riziculture est un travail ardu. Les épis sont récoltés à la main, à l'aide d'une faucille.

▷



pousses. Les épis ne doivent pas être trop verts, car le riz risque de fermenter à cause de l'humidité. Ils ne doivent pas être trop secs pour éviter que des grains de riz ne tombent dans le champ. Il faut aussi penser au transport, qui a lieu quatre à cinq jours après la récolte. Trois jours sont nécessaires pour moissonner le champ de Tunu. Elle paie 100'000 shillings tanzaniens, soit 43 francs, à celles qui ont apporté leur aide. Ces dernières se partagent la somme. Cette année, il y a beaucoup à faire: c'est une bonne année pour le riz.

«En deux ans seulement, un changement de mentalité s'est opéré chez les hommes. Certains ont même appris à cuisiner.»

Mwamini Musa, rizicultrice

Rompre avec les anciennes méthodes

Avec Mwamini, Tunu a appris à quoi prêter attention pour la culture de son riz. Tout d'abord, les jeunes plants doivent avoir huit jours maximum avant d'être mis en terre. Ensuite, il faut vérifier la présence de parasites. Et finalement, ils doivent être repiqués en lignes droites. L'apport d'engrais fait maison après 14 et 45 jours permet de fertiliser et de renforcer les plants. Grâce à l'engrais biologique, le riz est sain, comme le précise Mwamini en passant. Elle a été nommée responsable technique par sa coopérative et, à ce titre, a suivi un cours où elle a appris les techniques de culture améliorées. Et constaté qu'elle devait rompre avec d'anciennes méthodes. Par exemple, il ne faut pas deux sacs de

Un vaste réseau de sentiers relie les champs aux hameaux. Ils sont aussi utilisés pour se déplacer à vélo.



riz pour cultiver un champ: trois kilos suffisent si les graines sont cultivées correctement. Et les épis ne doivent pas être battus sur le sol nu, mais sur une bâche, et à diverses reprises, afin de recueillir quelques kilos de riz supplémentaires. C'est ainsi que Mwamini est passée du statut de simple paysanne à experte en riziculture.

Les membres de la coopérative remercient Mwamini pour ses conseils, qui quant à elle remercie Helvetas. En collaboration avec les paysannes et paysans de la région, l'équipe de projet a amélioré la culture du riz et, surtout, réduit les pertes de récolte





et d'après-récolte. Une évaluation a montré que ces seules mesures ont permis d'augmenter le volume des récoltes de 50%. Cela se répercute sur les revenus, car là où le riz était autrefois cultivé uniquement pour la consommation personnelle, les rizicultrices pensent aujourd'hui à vendre le surplus.

Devenue femme d'affaires à part entière, Mwamini explique: «Nous avons aussi appris à négocier.» Avant, chaque femme devait discuter du prix avec les intermédiaires, aujourd'hui, en tant que groupe, elles sont plus fortes. «Nous avons plus de pouvoir», affirme-t-elle. En outre, une fois séché, le riz

est transporté dans un entrepôt initié par le projet où le taux d'humidité et le stockage sont strictement contrôlés. Mwamini peut ainsi vendre un riz de bonne qualité lorsque la demande est élevée et en retirer un meilleur prix.

Les atouts du riz étuvé

Produire et vendre du riz parboiled, c'est-à-dire du riz étuvé, rapporte encore plus d'argent. Il s'agit là encore d'une nouveauté proposée par Helvetas aux familles paysannes. En Tanzanie, le riz parboiled est un produit de niche: le marché est petit mais en

Les femmes battent le riz. Ensemble, elles sont bien plus efficaces.



pleine croissance, à l'instar de la classe moyenne, qui est prête à payer un prix plus élevé. Mais celle-ci est difficile à atteindre en raison des longues distances séparant villes et villages.

Le riz parboiled est plus sain que le riz blanc, car le processus d'étuvage permet de presser dans le grain de riz bon nombre de sels minéraux et de vitamines contenus dans le péricarde. Or ce processus est long et laborieux: il dure trois jours et les fours spécialement conçus et à faible consommation de bois sont encore trop petits pour traiter un sac de riz en une seule fois. Bien qu'il en soit encore à ses balbutiements, le parboiling est en constante progression, car une chose est sûre: si les femmes s'en donnent les moyens, il y aura davantage de revenus à la clé. Et ce revenu sera le leur. Elles le savent.

Changement de mentalité chez les hommes

Mwamini n'a que peu de temps. Elle parle métier avec d'autres femmes devant le four, contrôle la

température de l'eau, échange quelques mots avec les femmes qui viennent chercher de l'eau au forage à pompe tout proche. Mwamini signifie «J'ai foi en elle». Ce projet, sa promotion en tant que responsable technique et experte en riz, le succès quantifiable des récoltes, tout cela a renforcé sa confiance en elle.

Autrefois, la situation était différente: les paysannes devaient faire face à d'importantes pertes post-récolte et vivre avec l'angoisse de ne pas pouvoir entretenir leur famille.

«Avant, nous n'avions même pas assez de riz pour nous. Nous ne pouvions pas en vendre non plus. Ce que nous avons ne suffisait pas pour l'école des enfants. Et nous n'avions pas d'argent si nous tombions malades.» Aujourd'hui, Mwamini envoie son fils de 19 ans dans un centre de formation professionnelle où il apprend le métier de menuisier-charpentier. Par contre, son fils de 15 ans lui cause du souci: il n'a pas réussi les examens finaux

Séchage, trempage, chauffage dans l'eau fraîche, refroidissement, retrempe, étuvage et reséchage: le parboiling exige patience et précision.



La situation en Tanzanie: mieux exploiter le potentiel agricole

En 2019, la Tanzanie occupait la 163^e place sur 189 dans l'indice du développement humain, faisant ainsi partie des pays les plus pauvres du monde. Bien que presque tous les enfants soient scolarisés, la durée moyenne de la scolarité n'est que de six ans. La Banque mondiale estime que 850'000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail en Tanzanie. Mais seuls 40'000 postes de travail formels les attendent. L'agriculture génère un quart du produit intérieur brut et donne du travail, le plus souvent de manière informelle, à deux tiers de la population active, et la productivité est faible. Le riz est le deuxième aliment de base après le maïs – aussi bien pour la ration calorique quotidienne que pour la création de revenus – en particulier au vu de l'augmentation de la demande nationale et internationale. Le potentiel du secteur du riz n'est de loin pas épuisé, mais il faut une meilleure productivité, moins de pertes post-récolte, de meilleures capacités de stockage et de traitement ainsi qu'un accès aux crédits, aux services bancaires et aux marchés. En Tanzanie, Helvetas se concentre sur le développement agricole, la formation des jeunes et un meilleur enseignement primaire. –RVE





de la 7^e année et ne peut donc pas entrer à l'école secondaire. Le troisième, qui a 10 ans, semble plutôt à l'aise à l'école. Et la petite Mwavita écoute, fascinée, le craquement des grains de riz cru dans sa bouche. «Un bruit que nous aimons tous», avoue Mwamini en riant.

Si cette femme engagée pouvait faire un vœu, elle commencerait par bâtir une meilleure maison, qui ne soit pas en argile. Elle acquerrait plus de terrain pour cultiver encore plus de riz. Elle construirait aussi son propre local de stockage, à l'abri des vols, de la vermine et des insectes. Et une dernière chose lui tient à cœur: l'égalité entre les femmes et les hommes. «Avant, les femmes devaient tout faire. Le ménage, le travail aux champs, aller chercher du bois... Le projet nous a appris que nous sommes tous égaux. Aujourd'hui, les hommes nous aident beaucoup plus; nous nous partageons les tâches quotidiennes et moissonnons ensemble. Le changement de mentalité s'est opéré en deux ans seulement, certains hommes ont même appris à cuisiner. Mon mari a lui aussi écouté et accepté que nous sommes égaux.» Le vœu le plus cher de Mwamini serait que tous les habitants du village entendent et apprennent cela, et pas seulement ceux au sein de la coopérative. «Tout le monde y gagnerait.»

Restent le marais et sa passerelle de fortune. Si on la réparait, les femmes pourraient profiter d'une autre initiative qui permettrait des récoltes encore meilleures: au cours du projet, des paysannes et des paysans possédant les machines nécessaires aux travaux se sont spontanément regroupés et proposent aujourd'hui leurs services dans la région. Mais ça, c'est l'histoire d'un autre succès. ○

Traduit de l'allemand par Elena Vannotti.

helvetas.org/reportages

Mwamini et ses consœurs stockent leur riz dans un nouvel entrepôt (ci-dessous), où il est à l'abri de la vermine et des insectes, de l'humidité et des vols.



LE PLAIDOYER: S'INVESTIR POUR AUTRUI

Des paysans privés arbitrairement de leurs terres, des femmes qui doivent transporter l'eau sur des kilomètres ou des minorités contraintes de fuir sont autant de signes d'un système politique bancal. Le soutien d'Helvetas permet aux personnes concernées de faire entendre leur voix, afin que leurs revendications soient prises en compte.

Pages 12–18



© Helvetas

«Nous donnons une voix à celles et ceux qui n'en ont pas»

Un approvisionnement fiable en eau propre, un système éducatif de qualité et des services de santé performants font défaut dans de nombreux pays, notamment en raison de conditions cadre politiques insuffisantes. Focus sur l'importance de l'engagement politique dans le domaine de la coopération au développement avec Bernd Steimann, expert en plaidoyer.

Entretien: Rebecca Vermot

Dans le contexte de la coopération au développement, de la protection du climat, mais aussi d'autres sujets politiques, on entend souvent le terme «plaidoyer». De quoi s'agit-il?

Il s'agit du travail consistant à défendre la cause et les intérêts de tiers. Chez Helvetas, nous entendons par «plaidoyer» une prise d'influence ciblée, que ce soit en politique, au niveau du secteur privé ou de la société civile. Une définition très large donc. Nous donnons une voix à celles et ceux qui n'en ont pas et sont exclus des processus politiques.

Le plaidoyer n'a donc rien à voir avec des manifestations de rue?

C'est plutôt rare. Souvent, c'est un travail peu spectaculaire: beaucoup de séances et de discussions, lors desquelles on expose des faits, écoute les expériences évoquées et essaie de comprendre l'impact des lois et des réglementations politiques sur la vie des personnes concernées. Ou encore des consultations, des pétitions et un travail de lobbying au parlement. Toutefois, le plaidoyer peut aussi prendre d'autres formes et se faire par le biais d'une exposition, du travail médiatique, voire d'une pièce de théâtre dans les cas où il est difficile d'approcher directement le monde politique avec un thème donné. Je pense notamment au droit foncier ou à la situation de minorités. Ces sujets sont souvent très controversés, avec des enjeux de pouvoir, d'argent et d'influence politique. Dans les pays qui laissent peu de place à la participation politique, cette autre forme de plaidoyer est une option. Chez Helvetas, nous privilégions la discussion à la protestation et à la confrontation.

Pourquoi Helvetas fait-elle ce genre de travail politique?

Parce que nous sommes d'avis que la coopération au développement ne peut pas faire fi des conditions cadre politiques. En Suisse aussi, les décisions du Parlement à Berne ont une influence sur notre vie. Certes, il est important d'aider les populations à améliorer leur accès à l'eau potable, mais dans une perspective à long terme, c'est insuffisant. Il faut aussi prendre en compte le contexte juridique, savoir qui est responsable de l'approvisionnement en eau et comment sont réglés les rapports de propriété. La commune en question aura-t-elle toujours le droit d'utiliser cette eau dans dix ans? Si la réponse est non, nous devons soutenir les parties concernées pour qu'elles obtiennent ce droit. Un autre exemple: nous menons des projets d'agriculture pour aider les paysans à améliorer leurs récoltes. Mais sont-ils aussi propriétaires des terrains qu'ils cultivent? Dans bien des pays, ceux-ci appartiennent à l'État, qui peut à tout moment les attribuer à quelqu'un d'autre. C'est arrivé au Laos, où des familles ont, du jour au lendemain, perdu l'accès aux terres en leur possession depuis des générations – et donc leurs moyens de subsistance. Le travail de plaidoyer, c'est s'engager pour que les personnes aient de réelles chances dans la vie. Pour qu'elles bénéficient de la sécurité juridique par exemple.

Un tel engagement est-il possible partout?

Il y a des pays dans lesquels l'espace laissé à la participation citoyenne est si restreint que nous ne pouvons pas aborder certains thèmes. Je pense notamment aux droits des personnes homosexuelles,





© Simon Opladen

Sensibilisation à la protection de l'environnement: une troupe de théâtre au Guatemala montre qu'elle relève de la responsabilité de toutes et de tous.

qui restent un tabou en de nombreux endroits, ou à l'accaparement des terres en Afrique de l'Est, où des concessions sont accordées à des particuliers. Parfois, les rapports de force sont tellement inégaux que le combat est sans espoir. Dans les pays où la pression sur la société civile est très forte, nous travaillons toujours en réseaux. Cela évite à des personnes ou organisations de s'exposer seules.

Ce travail peut-il être dangereux?

Si l'on sait faire preuve de sens diplomatique, on peut obtenir des résultats même dans les pays fragiles ou non démocratiques. Cependant, il existe des États où des régimes illégitimes sont au pouvoir. Dans de tels cas, le travail politique dans le pays même est plus ou moins exclu. Dans les contextes fragiles, par exemple en Haïti, le dialogue politique tel que nous l'entendons a également la vie dure. Mais la coopération au développement y reste extrêmement importante pour malgré tout améliorer les conditions de vie.

Qui décide des thèmes abordés?

Helvetas entend jouer le rôle d'intermédiaire et non celui d'une organisation étrangère qui arrive dans un pays pour y

critiquer les lois et dire ce qui doit changer. Nous soutenons des organisations partenaires locales qui défendent des causes légitimes. Ce soutien prend la forme de formations au dialogue politique, d'argent ou de développement de stratégies. Les problèmes doivent être abordés par les personnes directement concernées, qui doivent aussi entrer en contact avec les interlocuteurs décisifs.



«Le travail de plaidoyer, c'est s'engager pour que les personnes aient de réelles chances dans la vie.»

Bernd Steimann

Helvetas fait aussi du plaidoyer en Suisse. Pourquoi?

Nous vivons dans un monde globalisé; les décisions politiques et les décisions d'investissements des entreprises en Suisse ont souvent des impacts directs ou indirects sur la vie des habitantes et habitants des pays du Sud. Là encore, Helvetas entend jouer le rôle d'intermédiaire en se faisant le porte-voix de ces personnes auprès du public suisse. Citons l'exemple de l'initiative correctrice: en collaboration avec d'autres organisations, nous sommes parvenus à faire interdire les exportations d'armes vers les pays en guerre civile ou qui violent systématiquement les droits humains. Le Conseil fédéral voulait pouvoir faire des exceptions, chose que le Parlement a refusée. Le contre-projet finalement adopté tient compte de la quasi-totalité des exigences de l'initiative. Un énorme succès! Helvetas s'est engagée au comité de cette coalition en la personne de Therese Frösch (cf. p. 20). C'est une preuve que le plaidoyer fonctionne. ○

Bernd Steimann est coordinateur de politique de développement chez Helvetas.





Chinara Jusupova (à dr.) et Zhoodar Nurmatov se remémorent leur combat pour une nouvelle loi sur l'irrigation.

Le long combat pour l'eau d'irrigation

Au Kirghizistan, les canaux d'irrigation délabrés datant de l'époque soviétique constituent un vrai problème pour les familles paysannes. Une loi empêche l'investissement d'argent pour leur réparation. En collaboration avec leurs communes, les paysans et paysannes ont réussi à la faire modifier.

Propos recueillis par Jyldyz Abdylloeva

Lorsque des paysans se disputent à coup de houe, passent la nuit dans leurs champs de peur de se retrouver sans eau ou bloquent les autoroutes pour attirer l'attention sur leur détresse, il y a un réel problème.

Le Kirghizistan est célèbre pour ses montagnes enneigées et ses glaciers, mais en plaine, les températures excèdent 40 degrés en été. Alimentés par des fleuves venus des montagnes, les canaux d'irrigation parcourent les champs de coton et de légumes. Cela n'empêche

pas les plantes de dépérir sous l'effet de la sécheresse, car les canaux sont en mauvais état.

Pour résoudre ce problème, Helvetas a développé, il y a dix ans, des techniques d'irrigation et de culture plus économes en eau avec les paysans et paysannes. Plus tard, les comités responsables des canaux ont été renforcés, afin de garantir une distribution plus équitable de l'eau. Mais ces mesures n'ont permis d'améliorer la situation que de manière ponctuelle.

Selon l'avis unanime des personnes et des instances concernées, la cause du problème est une loi des années 1990 qui

interdit aux autorités locales de dépenser de l'argent pour réparer les canaux. Elles ont donc décidé de s'engager sur le front politique – avec le soutien d'Helvetas et l'appui financier de la DDC. Une initiative couronnée de succès: en octobre 2021, une nouvelle loi a été adoptée, qui autorise enfin les communes à investir dans l'infrastructure d'irrigation.

Chinara Jusupova, conseillère communale engagée qui a soutenu l'action depuis le début, et Zhoodar Nurmatov, paysan, ont accepté la demande d'Helvetas de faire une rétrospective croisée.

Le scepticisme des débuts

Zhoodar Nurmatov: J'ai rejoint le groupe d'action en 2018, en participant à une rencontre qui abordait les problèmes d'irrigation. Pour nous, les paysans, disposer de suffisamment d'eau est crucial; nous n'en avons souvent pas assez pour arroser nos champs, ce qui génère des conflits avec d'autres villages. Vous, Chinara, nous avez priés de partager nos soucis.

Chinara Jusupova: Oui, je me souviens. Nous étions dans votre village et vous avez utilisé des mots très clairs. Je me souviens aussi de discussions très animées entre les comités de l'eau et certains conseillers communaux.

Zhoodar: Pour être honnête, au début, je ne croyais pas en votre promesse que les choses pouvaient changer. J'avais déjà participé à beaucoup de rencontres sans que la situation n'évolue. Mais vous avez quand même réussi à me convaincre de rejoindre cette initiative. Avec le temps, nous avons constaté que nous n'étions pas seuls; d'autres paysans dans tout le pays souffrent du même problème d'irrigation. Nous avons compris que nous devons agir ensemble. Mais je ne m'attendais pas à ce que cela soit si long et suis d'autant plus heureux de notre victoire!

Politique des petits pas

Chinara: Moi aussi, je pensais que nous allions simplement rendre les autorités locales attentives aux problèmes. Modifier une loi me paraissait trop difficile. Lors de la première rencontre nationale à Bichkek, la capitale, les responsables gouvernementaux de l'eau étaient sur la défensive.

Zhoodar: Oui, j'ai assisté à cette rencontre, c'était en décembre 2018. Nous leur avons parlé de nos soucis, pensant qu'ils étaient nos alliés. Mais leur unique réponse a consisté à nous dire qu'il n'était pas possible de changer le système. J'ai eu l'impression que certains ne voulaient pas assumer leurs responsabilités. Aux yeux des représentants gouvernementaux, nous ne faisons que déranger. Nous avons alors compris qu'il nous faudrait nous-mêmes prendre les choses en main. En 2019, le projet de loi a été débattu publiquement dans tout le pays. Je crois que c'est la première fois que quelque chose de similaire s'est produit au Kirghizistan.

«Nous avons su rester tenaces et présenter nos exigences.»

Zhoodar Nurmatov, paysan

Nous avons activement participé au débat. Parfois, le ton est monté, étant donné l'urgence de la question. Mais nous avons été très soutenus.

De gros défis

Chinara: Il y a aussi eu des moments pénibles, par exemple lorsque les promesses faites par les décideurs se sont révélées être des paroles en l'air. Mais grâce aux experts et expertes qui nous ont soutenus, nous avons trouvé des solutions. Souvent, le travail de lobbying échoue, parce que les gens ne connaissent pas les processus politiques. Nous non plus ne connaissions pas «la cuisine» du gouvernement et du parlement, où de nombreux projets de lois passent à la trappe.

resser à nos revendications. Et de plus en plus de conseillers communaux se sont dit prêts à assumer des responsabilités en matière de canaux d'irrigation.

Chinara: La couverture médiatique a aussi joué un rôle. Elle a permis d'accélérer les choses, par exemple lorsque des paysans et des paysannes ont manifesté devant le siège du gouvernement, demandant de l'eau pour leurs champs. Nous avons alors publié une lettre ouverte et organisé une conférence de presse pour expliquer leur détresse. Dès lors, les responsables n'ont plus pu faire la sourde oreille. C'était une bonne tactique.

Ce n'était que le début

Chinara: Nous avons travaillé dur pendant trois ans et demi et rencontré des difficultés et des obstacles inattendus. Mais nous avons réussi. J'en suis si heureuse! Maintenant, nous devons veiller à ce que la loi soit appliquée correctement.



Premier succès: un député (au milieu) écoute les paysans, qui lui exposent leurs revendications.

Grâce au soutien technique, nous avons réussi à entrer dans cette cuisine et à y rester.

Zhoodar: Si nous avons réussi, c'est aussi parce que nous avons bien collaboré entre nous et appris peu à peu à convaincre les décideurs. Nous avons su rester tenaces et leur avons présenté nos exigences sans leur laisser le choix, preuves à l'appui. Nous ne nous sommes pas contentés de nous lamenter. Cela a été très efficace, même les représentants gouvernementaux ont commencé à s'inté-

Zhoodar: Oui, nous avons gagné, mais un gros travail nous attend. C'est comme si nous avions porté les premiers secours à l'irrigation. Maintenant, nous espérons que notre pays fleurira et prospérera grâce à une bonne irrigation! ○

Jyldyz Abdylloeva est responsable du projet décrit. Elle travaille pour Helvetas Kirghizistan.

Rédaction Rebecca Vermot

Pour plus d'informations (en anglais): demigeluutop.tilda.ws/en



Les mères et leur combat pour l'eau

Le long des côtes du Bangladesh, la montée du niveau de la mer entraîne la salinisation des eaux souterraines, un grand problème pour la population. Il y a quatre ans, des mères ont joint leurs forces pour s'engager au niveau politique. Aujourd'hui, de nombreux villages ont de nouveau accès à de l'eau potable sûre.

Par Franca Roiatti

Sathi Rani avait 13 ans lorsqu'elle a déménagé dans le village de son mari. Elle venait d'être mariée et avait dû arrêter l'école. «Mais j'ai continué d'étudier, parfois avec d'autres enfants», raconte-t-elle. En tant que jeune fille déjà, elle avait cette détermination qui a fait d'elle, des décennies plus tard, la porte-parole adjointe du parlement des mères de Morrelganj. Ces parlements sont des groupements de femmes qui se battent auprès des instances compétentes pour que leurs villages disposent d'eau potable et d'un bon assainissement.

Sathi a aujourd'hui 42 ans. Sa maison est entourée de verdure et d'étangs. Mais l'eau de ces derniers est salée, la boire est dangereux. Le changement climatique provoque la montée du niveau de la mer et l'eau salée pénètre peu à peu à l'intérieur des terres, rendant l'eau souterraine non potable. La population souffre de diarrhées, d'inflammations, de maladies dermatologiques et

d'hypertension. L'eau salée peut aussi entraîner des défaillances rénales et elle menace la santé des femmes enceintes et de leurs bébés. «Pour trouver de l'eau propre, nous devons marcher loin et le risque d'être harcelées en chemin est grand», explique Sathi. Elle ajoute que les hommes reprochent à leurs épouses de s'absenter trop longtemps et de ne pas ramener assez d'eau. «Nous devons agir!»

L'eau potable, un droit humain

Depuis 15 ans, Helvetas soutient des familles pauvres dans la région côtière du sud-ouest du Bangladesh pour leur permettre de gérer les retombées du changement climatique. Principalement avec des réservoirs d'eau de pluie et des systèmes de filtrage à sable, mais aussi en formant des prestataires locaux fabriquant de tels réservoirs ainsi que des conseillers et conseillers en matière d'hygiène. Grâce au soutien financier de nombreux donateurs et donatrices et de la DDC et en collaboration avec une organisation

locale, la population concernée est de plus habilitée à se battre pour l'accès à l'eau et à l'assainissement – un droit humain. Il revient en effet aux autorités locales de les fournir. Des groupes de santé ont été créés pour la question de l'eau: «Certaines familles sont trop pauvres pour installer un réservoir ou des toilettes. Le groupe les aidait», raconte Sathi.

Il y a près de cinq ans, l'idée a surgi au sein du projet de créer, dans trois districts, des parlements de mères qui s'engageraient pour le droit à l'eau potable au niveau politique. Les plus de cent groupes de santé ont élu neuf représentantes par district. On ne leur demandait aucune d'expérience particulière, mais des idées sur la manière d'aider les plus pauvres de leurs communes.

La persévérance paie

«Le premier cas dont nous nous sommes occupées concernait le financement de toilettes pour une famille très pauvre. Les autorités ont dit qu'elles n'avaient pas d'argent, mais nous, les mères, savions que c'était faux, car nous connaissons les budgets», raconte Sathi. Dans le cadre du projet, les communes ont été incitées, et soutenues dans ce sens, à publier leur planification financière et à en discuter avec la population. Les mères ont quant à elles appris à connaître les institutions, les processus et les responsabilités politiques, à comprendre les budgets et à formuler des revendications – le volet le plus difficile de la formation. Mais elles ont surtout appris à ne jamais baisser les bras.

«Nous sommes retournées à la commune plusieurs fois pour montrer que l'argent pour les toilettes était disponible», se souvient Sathi. Cette persévérance a fini par payer. C'était le premier de nombreux combats, dont certains ont été difficiles. Comme cette construc-

Sathi (5^e depuis la g.) et ses consœurs discutent avec la vice-présidente du district (6^e d. l. g.).



© K. M. Asad (3)



«Les autorités ont dit qu'elles n'avaient pas d'argent, mais nous savions que c'était faux.»

Sathi Rani, membre du parlement des mères de Morrelganj

Il a fallu un gros travail de conviction pour obtenir l'installation de filtrage qui fournit aujourd'hui de l'eau à Sathi Rani.

tion d'une installation de filtrage à sable dans la commune de Sathi: les femmes ont dû batailler pendant deux ans avant qu'elle ne soit réalisée. Aujourd'hui, elle fournit de l'eau propre à 2500 familles. Les mères ont dû s'activer sur plusieurs fronts: bien que l'étang concerné se trouve sur le domaine public, il était utilisé par un pisciculteur. L'homme s'est opposé au projet des femmes. «Nous avons donc prié les habitantes et habitants de lui exposer l'urgent besoin d'eau potable lors d'une assemblée villageoise.» D'autres discussions ont été nécessaires. Les femmes ont fini par lui demander ce qui était plus important pour lui, son profit ou la santé de son village. Cette question a convaincu le pisciculteur, qui est aujourd'hui membre du comité qui gère et entretient l'étang et l'installation de filtrage.

À la maison, le même combat

Les ménagères et mères ont aussi dû gagner le respect de la population et des autorités. Mais c'est souvent à la maison que le principal défi les attendait. «Je me suis fait sévèrement réprimander par mes proches», raconte Sathi. «Une fois, je suis rentrée d'une réunion après 17 heures et mon mari ne m'a plus laissé entrer dans la maison.» Elle précise que la situation a bien changé: aujourd'hui, son mari est l'un de ces plus grands soutiens.

Depuis 2018, le parlement des mères de Morrelganj a proposé et obtenu le financement et la construction de

six installations de filtrage à sable, de 355 latrines et de 76 réservoirs d'eau de pluie, donnant ainsi à 14'000 personnes une chance de mener une vie en meilleure santé. Les autorités des trois districts dans lesquels les mères font du plaidoyer ont par ailleurs sensiblement augmenté les dépenses budgétaires liées à l'eau potable et à l'assainissement.

Fin 2021. Sathi et ses huit consœurs sont une nouvelle fois réunies pour discuter de ce qu'il faudrait améliorer et décider des priorités. Il est question d'une école de 680 élèves dépourvue de toilettes – un grand problème, notamment

pour les filles. Ailleurs, il faudrait des barrages pour éviter que les pluies de la mousson n'inondent les maisons. La vice-présidente du district les écoute attentivement et finit par promettre de s'engager pour les barrages. Tout en sachant que les femmes resteront persévérantes. ○

Franca Roiatti est conseillère en communication chez Helvetas et vit au Bangladesh.



La porte-parole du parlement des mères de Koyra demande à la commune des toilettes pour tous.



Le plaidoyer motivé par l'expérience personnelle



Dragoslava Barzut avec son chien, devenu son garde du corps depuis l'agression qu'elle a subie.

Lorsque des personnes se battent pour des changements sociaux et politiques qui les concernent directement, l'activité de plaidoyer se complique. L'histoire de Dragoslava Barzut, de Serbie, montre les répercussions qu'un tel engagement peut avoir sur leur vie.

Par Gordana Bekčić

Faire du lobbying signifie s'engager, se battre. Personne ne le sait mieux que Dragoslava Barzut, l'une des expertes les plus éminentes de Serbie en matière de plaidoyer. Elle met son savoir-faire au service d'un projet de la DDC qui vise à

renforcer la société civile serbe, mis en œuvre par Helvetas et l'organisation partenaire Civic Initiatives. Mais la route a été longue pour Dragoslava; au cours de sa vie, elle a dû batailler ferme pour faire face aux discriminations et à la peur.

Son histoire commence en 2015, lorsqu'elle est agressée physiquement en plein milieu de Belgrade. L'agression vise directement et ouvertement son orientation sexuelle, son engagement au sein du mouvement LGBTQI+ et son affiliation au comité d'organisation de la Gay Pride de Belgrade. Elle est considérée comme l'un des premiers crimes haineux signalés à la police en Serbie. Mais rien ne se passe. Le silence des autorités incite Dragoslava à lancer une plateforme en ligne où les personnes LGBTQI+ peuvent signaler de manière anonyme des expériences de violence.

Au cours des six dernières années, cette plateforme est devenue un pilier de la communauté LGBTQI+ et une source d'information importante pour les autorités. Elle documente les crimes haineux, répertorie des cas de discrimination et suit le travail de la police. Par ailleurs, elle apporte son soutien aux victimes et sert d'outil pour des campagnes ciblées. Ses spécialistes accompagnent des procès dans le but de mettre en place une pratique juridique équitable. La méthodologie utilisée est reconnue à l'international et Dragoslava est aujourd'hui considérée comme l'experte serbe en matière de prévention des crimes haineux. Grâce à son vaste savoir-faire, elle aide les organisations les plus diverses à s'engager efficacement pour leur cause.

«Le privé est politique» – cette phrase semble devenir réalité s'agissant de la sexualité, qui fait partie des grands thèmes politiques de chaque société. L'histoire de Dragoslava montre que le chemin menant à l'acceptation par les autres est avant tout un combat – un combat en faveur de convictions personnelles, de principes et de valeurs. Le travail de plaidoyer ne va pas sans conflits; il exige de la persévérance et de sortir de sa zone de confort, d'autant plus lorsqu'il est guidé par une motivation personnelle. Rien qui ne convienne aux citoyens et citoyennes lambda donc. Mais Dragoslava Barzut est loin d'être une citoyenne lambda! ○

Gordana Bekčić est chargée de relations publiques du projet ACT en Serbie, un projet mis en œuvre par Helvetas sur mandat de la DDC.

FOCUS: POINT FINAL

Un travail dangereux

Là où les minorités – ou les majorités impuissantes – n'ont pas voix au chapitre, des journalistes et des reporters se font parfois leur porte-parole, dénonçant abus, corruption ou injustices. Ils sont 41 à avoir payé leurs recherches de leur vie en 2021, selon Reporters sans frontières. –RVE



Les embûches de l'héritage numérique

De plus en plus de personnes ont un compte Facebook, font leurs achats en ligne, sauvegardent leurs photos sur un Cloud ou investissent dans la cryptomonnaie. Que se passe-t-il avec ces données après leur décès? Les réponses de spécialistes en droit successoral.

Par Karin Wecke, Salome Barth et Alexandra Zeiter

Est-ce compliqué de régler son héritage numérique?

C'est difficile dans la mesure où il n'est pas clair à ce jour si l'héritage numérique est ou non transmissible par succession. Du moins en Suisse, on manque de jugements de tribunaux à ce sujet. Il existe certaines décisions auxquelles se référer à l'étranger, mais à bien des égards, on n'en est qu'au stade de développement. En d'autres termes: la voie n'est pas sans embûches.

Comment s'y prendre?

Vous pouvez faire des arrangements via des dispositions pour cause de mort, des règlements contractuels ou des procurations valables au-delà du décès. Toutefois, il faut toujours prendre en compte les caractéristiques propres à chaque catégorie (cf. encadré). L'accès à un compte Facebook, par exemple, n'a rien à voir avec celui à un compte de Bitcoin. Il est par ailleurs important de documenter le mot de passe du compte e-mail utilisé pour les services en ligne, car celui-ci est le plus souvent nécessaire pour réinitialiser les mots de passe.

Qu'en est-il des photos sauvegardées dans un Cloud?

Les photos sauvegardées localement sur un ordinateur, une tablette, un smartphone, une clé USB, etc. sont la propriété du défunt et reviennent aux héritiers. Ce n'est pas nécessairement le cas d'images sauvegardées seulement sur un Cloud. Toutefois, la théorie considère que les

héritiers ont le droit d'accéder au Cloud et aux contenus qui y sont stockés.

Quelles sont, dans la pratique, les principales erreurs commises?

L'erreur la plus courante est sans doute que les gens oublient tout simplement de régler leur héritage numérique. Notre conseil: réfléchissez à ce que vous léguerez et à quels contenus vos proches doivent avoir accès après votre décès. Faites une liste des noms d'utilisateurs et mots de passe liés à ces contenus et prenez les mesures qui permettront aux personnes autorisées d'en prendre connaissance après votre mort. C'est ce qui donnera de facto la possibilité à vos proches d'avoir accès à votre héritage numérique. Faites-vous conseiller en cas de questions.

Les objets de valeur numériques peuvent-ils être légués à des organisations comme Helvetas?

Bien sûr, les organisations (d'utilité publique) peuvent elles aussi être les bénéficiaires de tels legs dans les limites évoquées ci-dessus. Nous vous recommandons toutefois de prendre contact au préalable avec l'organisation en question pour savoir si elle est en mesure d'accepter des legs numériques et d'en assurer la gestion. ○

Alexandra Zeiter et Salome Barth sont avocates au cabinet d'avocats Strazzer Zeiter, à Zurich. **Karin Wecke** est responsable Héritage et legs chez Helvetas.

L'héritage numérique et ce qu'il englobe

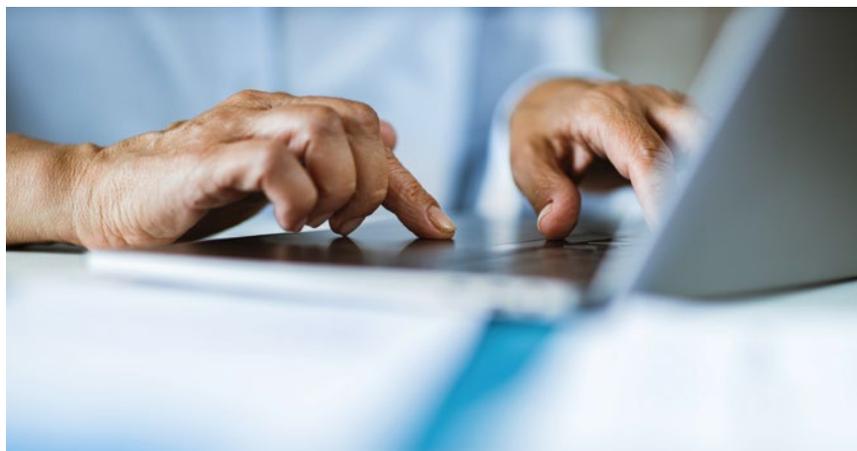
Les spécialistes et experts travaillent avec différentes catégories:

- Données sauvegardées sur des supports de stockage, comme les photos et les fichiers
- Comptes d'utilisateurs, p. ex. sur les réseaux sociaux ou en lien avec des abonnements payants
- Cryptoactifs
- Noms de domaines pour sites Internet
- Créations intellectuelles de la défunte ou du défunt enregistrées sous forme numérique, notamment des textes ou de la musique
- Contributions à des forums, commentaires, etc.

Avez-vous d'autres questions sur l'héritage numérique?

Envisagez-vous de mentionner Helvetas dans votre testament? N'hésitez pas à prendre contact sans engagement avec Christiane Diedrichs, interlocutrice Suisse romande pour les questions liées aux legs: 021 804 58 00 ou christiane.diedrichs@helvetas.org

Vous trouverez des réponses plus détaillées et de plus amples informations, notamment sur les cryptomonnaies, sur helvetas.org/heritagenumerique



© iStock

«J'ai pu contribuer à ce qu'Helvetas devienne plus active en matière de politique de développement»

En tant que présidente, Therese Frösch a dirigé les destinées d'Helvetas durant quatre ans avec le comité central, marquant l'organisation de son empreinte. Ce furent des années aussi riches qu'exigeantes, comme elle le dit dans cette rétrospective.

Entretien: Rebecca Vermot

Therese Frösch, comment vous sentez-vous en pensant à votre départ?

Très bien, car Helvetas repose sur des bases solides. Je suis heureuse que nous puissions proposer une bonne candidate pour la succession en tant que présidente en la personne de Regula Rytz (cf. encadré). Il n'est pas évident de trouver une personnalité de son envergure pour une fonction honorifique. Cela me rend confiante. À 70 ans, il est temps pour moi de partir. Mais je continuerai de suivre Helvetas en tant que membre engagée et curieuse.

Dans quels domaines avez-vous le plus marqué Helvetas?

C'est comme avec un oignon. À l'intérieur, j'ai marqué de mon empreinte la direction, le management, l'ambiance de travail. Plus de deux ans de ma présidence ont été ternis par le coronavirus. C'était aussi une période durant laquelle il a fallu faire des économies. En tant qu'ancienne syndicaliste, je me suis toujours engagée pour les droits et le bien-être des 1500 collaboratrices et collaborateurs en Suisse et dans nos projets.

Cela fait beaucoup de contraintes extérieures...

Oui, mais il existe d'autres couches de l'oignon, en Suisse. J'ai coprésidé l'initiative correctrice, dont le but était d'interdire l'exportation d'armes vers les pays en guerre civile (cf. p. 12). Nous nous sommes aussi engagés pour l'initiative pour des multinationales responsables. Ces engagements politiques n'allaient pas de soi avant ma présidence. Avec la

direction, j'ai pu contribuer à ce qu'Helvetas devienne plus active en matière de politique de développement. Comme le stipulent nos Statuts: prendre influence sur les décisions qui ont un impact sur la vie des populations du Sud. Il s'agit de questions éthiques que nous n'avons pas le droit d'ignorer. Et pour ce qui est de l'étranger: nous essayons de mettre en place des centres de compétences régionaux. Après des catastrophes, nous associations réponse humanitaire et coopération au développement. C'est la couche extérieure de l'oignon, très intéressante. C'était aussi pour moi l'occasion d'un apprentissage permanent.

«Helvetas ne doit pas se réinventer, mais continuer sur sa lancée tout en gardant sa capacité d'autocritique et son indépendance.»

Therese Frösch

Vous avez visité certains projets d'Helvetas. Quelle rencontre vous a marquée?

Le Myanmar m'a beaucoup touchée. J'ai été impressionnée par un petit projet culturel que nous avons pu mettre sur pied grâce à des dons. Ce pays a un passé violent. Pour guérir ces blessures, des personnes ont apporté des photos historiques dans un atelier. Elles ont été réunies sous la forme d'une exposition, où des personnes de diverses ethnies ont échangé sur leur histoire et les expériences traumatisantes tout en réflé-

chissant ensemble à un avenir pacifique. C'était avant le coup d'État. Aujourd'hui, probablement que tout a changé. Mais voir qu'il est possible de réunir les gens me rend confiante.

À quel moment avez-vous pris la mesure des possibilités créées par nos donatrices et donateurs?

Helvetas mène beaucoup de projets exemplaires. Quand j'en parle à des amis et amies, j'en évoque souvent un dans le nord du Bénin, que je connais bien, car c'est le pays d'origine de mon conjoint. L'agriculture n'y est plus attrayante pour les jeunes; ils sont des millions à vivre dans des régions agricoles sans espoir d'emploi. Le projet leur ouvre des perspectives: ils se familiarisent avec de nouvelles variétés de légumes, à partir desquelles ils créent des produits pour la vente. Cela en fait des entrepreneurs et des entrepreneuses fiers de leur travail. Ce projet est spécialement précieux pour les femmes. Comme nous le savons, plus le niveau de formation d'une femme est élevé, plus elle sera indépendante, mieux ses enfants se porteront et plus elle sera attentive à la planification familiale.

Vous suivez la coopération au développement depuis des décennies. Qu'est-ce qui a changé?

On me demande souvent pourquoi nous construisons des puits, comme il y a 40 ans. Je mentionne alors toujours les statistiques, qui montrent que ce travail reste nécessaire. Ce qui importe est de ne pas juste en installer, mais de planifier et de construire le système de distribution d'eau avec les populations sur place. Les travaux sont effectués par des entreprises locales, des comités de l'eau sont





© Helvetas

Elle aime le contact direct: Therese Frösch en visite d'un projet qui encourage les femmes à devenir entrepreneuses, dans le nord du Bénin.

créés et les responsabilités définies. Un point de distribution d'eau devient ainsi l'acquis durable d'un village tout entier. L'accès à l'eau est démocratisé – les capacités de la société civile, et aussi des autorités, sont renforcées.

Quand vous regardez le monde, qu'est-ce qui vous préoccupe?

Beaucoup de pays du Nord sont de moins en moins solidaires. L'environnement est détruit. Le nombre de réfugiés augmente, notamment en raison du changement climatique. Il y a quelques années, nous nous félicitions d'avoir quasiment atteint les objectifs du Millénaire. La pauvreté et la mortalité infantile diminuaient. Aujourd'hui, ces chiffres sont de nouveau en hausse; la faim, la pauvreté et la détresse augmentent et le coronavirus rend la situation encore plus difficile. Mais je vois aussi du positif. Le mouvement planétaire pour le climat, la jeunesse – cela me donne de l'espoir. Et la solidarité dont ont fait preuve beaucoup de personnes au cours des deux dernières années en versant des dons me réjouit.

Quel est votre message pour Helvetas à l'heure du départ?

Helvetas doit conserver sa solide base de valeurs et son intelligence institutionnelle tout en continuant de miser sur la qualité. Faire preuve d'innovation, analyser les tendances et suivre les bonnes. Je pense notamment à notre engagement récent en milieu urbain ou au Liban, où nous soutenons les habitants et habitantes dans l'amélioration de la culture de plein champ, les denrées alimentaires étant de plus en plus rares. La coopération au développement ouvre des perspectives et donne aux personnes une réelle chance de se construire un avenir autonome. J'ai une grande confiance en l'organisation. Helvetas ne doit pas se réinventer, mais continuer sur sa lancée tout en gardant sa capacité d'autocritique et son indépendance.

Nous vous remercions de tout cœur pour votre immense engagement. Vous avez été une présidente très présente et vive, qui nous a beaucoup soutenus. Un grand merci! ○

Regula Rytz candidate à la présidence

Après huit ans au comité central d'Helvetas, dont quatre en tant que présidente, Therese Frösch se retirera lors de la prochaine Assemblée générale. La politicienne et conseillère nationale Regula Rytz, (co)présidente du parti des Verts suisses de 2013 à 2020, se porte candidate à sa succession.

L'Assemblée générale se tiendra le 24 juin 2022, de 18 à 21 heures, à la Paulus-Akademie de Zurich. L'invitation et de plus amples informations suivront dans l'édition de mai du «Partenaires». –RVE



MÉTÉO DU DÉVELOPPEMENT



Plus d'argent pour le développement

Le nouveau gouvernement allemand a convenu d'investir au moins 0,7 % de son revenu national dans la coopération au développement par an, conformément à ce qu'exige l'ONU depuis 1970. La Suisse s'est fixé pour objectif le taux de 0,5 % seulement en 2011. Objectif qu'elle n'a atteint que deux fois jusqu'ici, et seulement parce qu'elle inclut une partie des coûts liés à l'asile. –EPE



Contre les propos haineux sur Facebook

Des réfugiés rohingyas ont porté plainte contre Meta, maison mère de Facebook, et réclament 150 milliards de dollars US. Ils estiment que des commentaires haineux ont incité à la violence contre la minorité musulmane au Myanmar et que les algorithmes ont diffusé ces contenus. Une victoire constituerait un véritable séisme politico-numérique, puisque les grands groupes technologiques pourraient enfin être tenus pour responsables des contenus. –EPE



Un drame pour les enfants

Selon l'UNICEF, la pandémie de coronavirus a fait plonger 100 millions d'enfants supplémentaires dans la pauvreté. Ils sont jusqu'à 1,5 milliard dans le monde à n'avoir périodiquement pas pu aller à l'école; 160 millions étaient contraints de travailler. Il faudra plus de sept ans pour faire ressortir les enfants de la pauvreté. Une raison suffisante pour suivre au plus vite l'exemple du gouvernement allemand (cf. ci-dessus). –EPE

Pour une gestion responsable et collective de l'eau

© Stefan Stolle



Dans ses projets, Helvetas s'engage pour une gestion durable des ressources en eau, comme ici, au Kirghizistan.

.....
Conférence-débat
«Comment assurer une gestion durable et collective de l'eau?»

Date/Horaire:
 mardi 12 avril 2022,
 18 h 15–20 h 30

Lieu: AQUATIS
 Aquarium-Vivarium
 Lausanne (144,
 Route de Berne)
 Entrée libre
 Informations et
 inscriptions sur
[bonheurglobal.ch/
 gestion-eau](https://bonheurglobal.ch/gestion-eau)

.....

L'eau est source de vie. Elle est aussi vitale pour l'agriculture, l'industrie et l'économie en général. Mais cette ressource, limitée et dont la consommation ne cesse d'augmenter, est fortement impactée par les effets du changement climatique. Les tensions autour de l'eau vont s'accroître à l'avenir: la consommation d'eau devrait augmenter de 20 à 30 % d'ici à 2050, mais si rien n'est entrepris, il manquera en 2030 à l'humanité 40 % de l'eau dont elle a besoin, d'après l'ONU.

Helvetas s'engage en faveur de l'eau depuis plus de 60 ans en soutenant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la gestion intégrée des ressources en eau ainsi qu'une agriculture locale plus respectueuse de l'environnement. Elle soutient également une gestion responsable et collective de l'eau, notamment par les entreprises. Au sein de l'Alliance for Water Stewardship par exemple,

Helvetas mène un travail de plaidoyer international afin d'améliorer les pratiques des entreprises en matière de consommation d'eau. Si l'engagement du secteur privé dans une gestion responsable de l'eau pose de nombreuses questions, il est important de pouvoir mettre tous les acteurs – secteurs public et privé, société civile et ONG – autour de la table pour trouver ensemble des solutions satisfaisantes.

Comment assurer une gestion durable des ressources en eau d'ici à 2030? Comment répondre aux défis globaux liés à l'eau? Et comment amener le secteur privé à améliorer ses pratiques? Ces questions seront au cœur de la soirée-débat «Comment assurer une gestion durable et collective de l'eau?», organisée le mardi 12 avril 2022 à Lausanne, en présence notamment de Sophie Nguyen-Khoa, experte Eau chez Helvetas. Nous nous réjouissons de vous y accueillir. –PEM

Un homme de convictions

Par Erich Wigger

Atteint d'une grave maladie, Res Schild, ancien directeur d'Intercooperation, nous a quittés en novembre dernier. C'était un homme extraordinaire, attaché à la coopération au développement durant toute sa vie. Il a travaillé pour de nombreuses organisations en Suisse et à l'étranger et a notamment mis ses compétences et son énergie au service de la nôtre: en tant que responsable d'équipe au Népal, coordinateur pour l'étranger et suppléant du directeur chez Helvetas, puis comme directeur d'Intercooperation, il a marqué de son empreinte les deux organisations. C'était un homme de convictions, doté d'un grand esprit d'analyse et animé par la volonté d'améliorer les conditions de vie des personnes et des populations défavorisées. Les anciens collaborateurs et collaboratrices se souviennent bien des discussions menées avec lui, tout en profondeur, et de sa conviction que le dialogue permet de trouver les meilleures solutions aux problèmes complexes. Res Schild était très apprécié pour ses qualités humaines et de direction, son intégrité, sa compétence et sa créativité. Avec son décès, la coopération suisse au développement perd un esprit vif et doté d'un regard aiguisé sur les grandes réalités de ce monde. Qu'il repose en paix.

Erich Wigger est membre de la direction d'Helvetas.

Impressum

Journal d'Helvetas pour les membres, donatrices et donateurs, 1/2022 (mars), 62^e année, n° 247. Paraît quatre fois par an en français et en allemand. Abonnement annuel Fr. 30.-, inclus dans la cotisation des membres.

Éditeur: HELVETAS Swiss Intercooperation, Weinbergstrasse 22a, 8021 Zurich, tél. 044 368 65 00, info@helvetas.org, helvetas.org, CP 80-3130-4

Bureau Suisse romande, Chemin de Balexert 7-9, 1219 Châtelaine, Tel. 021 804 58 00, romandie@helvetas.org

Rédaction: Susanne Strässle (rédactrice en chef, SUS), Rebecca Vermot (RVE)

Signé des contributeurs: Ellen Peter (EPE), Marion Petrocchi (PEM)

Rédaction images: Andrea Peterhans

Édition française: Iris Nyffenegger (INY)

Graphisme: Nadine Unterharrer

Correction: Nadja Marusic, Textmania, Zurich

Impression: Imprimerie Kyburz, Dielsdorf

Papier: Steinbeis Charisma Silk, 100 % Recycling, Blauer Engel

Répondez aux questions liées à ce numéro de «Partenaires» et gagnez.

- 1 Quelle céréale Mwamini Musa et sa coopérative en Tanzanie cultivent-elles?**
- 2 Dans quel pays les parlements des mères donnent-ils le ton?**
- 3 Pendant combien de temps Therese Frösch a-t-elle été présidente du comité central d'Helvetas?**

Envoyez vos réponses par courrier à Helvetas, «Concours», case postale, 8021 Zurich, ou en ligne sur helvetas.org/concours-pa. Délai d'envoi: 21.4.2022.

Aucune correspondance ne sera échangée au sujet du concours. Tout recours juridique et paiement en espèces sont exclus. Les collaborateurs d'Helvetas ne peuvent pas participer. Les adresses dans notre fichier peuvent être utilisées pour l'envoi d'informations sur Helvetas, les annulations étant possibles en tout temps. Les adresses ne sont pas transmises à des tiers. Le gagnant du concours du Partenaires 4/2021 est: Martin Gurtner, Oberhofen am Thunersee

Prix sponsorisé:

1 nuit pour 2 personnes en chambre double avec petit-déjeuner bio et menu gastronomique à 4 plats à l'hôtel Schloss Wartegg, y compris location de vélos pour une journée.

Schloss Wartegg
9404 Rorschacherberg
071 858 62 62
wartegg.ch

Château pour amateurs de plaisirs raffinés
À l'hôtel-château bio Wartegg, au Rorschacherberg, vous vivrez à l'heure de la détente, savourant des plaisirs culinaires et des moments de découvertes culturelles, le tout dans un merveilleux coin de nature. Les 25 chambres doubles et individuelles sont aménagées avec des matériaux naturels haut de gamme et équipées de matelas naturels Hüsler Nest – pour votre plus grand confort. Sans oublier la vue imprenable sur le lac de Constance ou le parc du château.

Le restaurant bio, recommandé par le guide GaultMillau, vous servira des créations raffinées, concoctées le plus souvent possible à partir d'herbes, de fleurs, de légumes et de baies du jardin, cultivés selon l'approche biodynamique. De nombreux endroits confortables invitent à la contemplation, comme la terrasse avec vue panoramique sur le lac, la jolie roseraie, la crique «Hörnlibuck» propice aux baignades et le spa avec son bassin historique et sauna. Ou encore la salle de concert lumineuse et la «cabane» dans le jardin, qui accueillent régulièrement des événements culturels et des expositions.

Le château de Wartegg est aussi un point de départ idéal pour des escapades d'un jour en Suisse orientale. À celles et ceux qui voudraient découvrir cette région pittoresque, les châtelains et châtelaines mettent à disposition des vélos.



© Idd (2)





Sundar Thapa, 33 ans, Népal

Le hasard a voulu que Sundar naisse dans une famille qui n'avait pas les moyens d'offrir de formation à ses enfants.

Faites de l'égalité des chances une réalité.
Elle ne doit pas relever du hasard.



HELVETAS

**Faites
un don:
helvetas.org**